

SOMMAIRE

Page 1

Demain, la reconstruction.
Que font les Départements ?

Page 2

CDC : du carburant pour la reprise.
Axe Seine : la chaîne logistique fonctionne.
Laurent Pien vise l'agglo.
Riche Petit Caux.

Page 3

Virginie Carolo, naturellement.
L'inquiétude des pêcheurs.
La Caisse d'Épargne et le PGE.

Que font les Départements ?

À Rouen, à l'Hôtel du Département, Bertrand Bellanger cherche à minimiser les effets de la crise.

- "Puisque les collègues sont vides, j'aimerais qu'on fasse dès maintenant les travaux habituellement programmés l'été." Sa direction des infrastructures cherche des solutions : pas facile. "Nous devons soutenir autant que possible les entreprises de BTP, ajoute le président, pour faire en sorte qu'elles soient présentes et disponibles au rendez-vous de la reprise."

À Caen, pour le Département du Calvados, Jean-Léonce Dupont partage cette idée. Mais il craint que la désorganisation actuelle soit un obstacle majeur : "l'intention est bonne, mais la réalité est très compliquée..."

- Sans compter que le choc sera dur pour sa propre collectivité : "je m'attends à une diminution des droits de mutation de plus de 10 M€. Dans le même temps, nous devons dépenser davantage pour assumer nos responsabilités sociales..." Le président s'attend à une montée des situations difficiles - RSA, précarité - avec pour y répondre des associations plus fragiles.

Moins de revenus, plus de dépenses sociales, les capacités d'investissement diminueront d'autant.



Demain, la reconstruction.

• "D'abord, rester en vie".

Hervé Morin le dit, "la crise est d'une violence terrible, nous espérons qu'elle sera courte pour éviter une trop grande dégradation de notre tissu économique..." Tout le monde l'espère avec lui.

- Le scénario d'un rebond rapide, à la hauteur du choc reçu, n'est pas impossible. Mais encore faut-il le faciliter, pas seulement en aidant les entreprises à sortir de la nasse, mais en préparant dès à présent le plan normand de la reconstruction : "le plus tôt sera le mieux, jugent les professionnels, on ne peut pas naviguer à vue très longtemps..."

Pour sortir de la nasse, l'État et la Région se sont mis en mouvement.

- "Avec le préfet Durand, explique le président de la Région, nous avons multiplié les rencontres avec tous les relais économiques pour appréhender l'ampleur du tsunami et réagir collectivement."
- Par exemple, les banques régionales se sont engagées à faciliter la mise en place des mesures de soutien du gouvernement comme, par exemple, le report d'échéances de prêts. C'est un début.

De son côté, la Région a décidé de compléter et d'améliorer les dispositifs nationaux : personne ne doit être oublié. L'ADN est son bras armé :

- Participation au fonds de solidarité pour les petites entreprises : 21 M€.
- Redistribution de 50 à 60 M€ de crédits non consommés en raison de la crise en direction des secteurs en souffrance.
- Accélération des paiements et allègement des procédures administratives.

La cellule de crise est là : covid19-eco@adnormandie.fr - tél. 02 35 52 22 00.

Avec les départements, la région envisage maintenant de mettre en place un fonds de soutien de 15 M€ pour les TPE commerciales et artisanales. Comme le dit Bertrand Bellanger, le président du CD. 76 : "la survie des activités de proximité est indispensable, en particulier, dans les zones rurales". Pour les entreprises, une seule priorité : "c'est d'être encore en vie dans deux mois", résume Hervé Morin.

• Et la reconstruction ?

C'est une autre affaire. Les collectivités régionales auront un rôle important si elles réalisent rapidement leurs programmes d'investissement.

- Prenons l'exemple des contrats de territoire. Ils ont été négociés entre la Région et les EPCI avec, pour chacun, une liste de projets à réaliser. Point positif : les maquettes financières existent ; le modèle est quasiment toujours le même : 50% pour les EPCI, 25 % pour la Région, le solde se répartissant entre les Départements, l'État, l'Europe ou en encore l'EPFN.
- Au total, plus 2,5 Md€ de travaux ont ainsi été programmés, beaucoup ne sont pas encore lancés, ça vaut le coup de s'en occuper. Hervé Morin a

Précisément, à Rouen, Bertrand Belanger s'apprête à "relire" son programme d'investissement afin d'en accroître les retombées bénéfiques pour les entreprises.

- Ça concerne les investissements 2020 (230 M€ au budget primitif), mais aussi les investissements pluriannuels comme le Plan Ambition Collèges.

- Les deux présidents se retrouvent sur un autre point : il faut conforter les circuits courts en mettant en ligne l'offre disponible. C'est ce qui se fait en Seine-Maritime avec le site "monpanier76.fr".

Mon commentaire : comment coordonner l'action des Départements normands face à la crise ? Une réunion du G.5 est souhaitable sur le sujet ; "à la croisée des enjeux nationaux, régionaux et locaux, les Départements sont bien placés pour agir", rappelle Jean-Léonce Dupont.

Le maire du riche Petit-Caux.

C'est le résultat d'une scission du conseil municipal sortant. Patrick Martin n'est plus maire de Petit Caux (76), il a été battu par Patrice Philippe qui était jusqu'à présent son maire-délégué de Berneval.

- Un maire délégué ? Oui, car Petit Caux est une commune nouvelle de 9 500 habitants, née de la fusion de 18 petites communes situées à proximité de la centrale de Penly.

La nouvelle équipe va s'installer. Sa priorité : voter le budget 2020. Ce n'est pas une mince affaire. La commune de Petit Caux dispose en effet de moyens "extraordinaires", son budget 2019 avoisinait les 100 M€, dont 45 M€ pour la section "investissement". Pour mémoire, la ville de Rouen n'investit que 25 M€.

Laurent Pien vise l'agglo ?

Aussitôt après avoir été réélu à Condé-sur-Vire, Laurent Pien s'est déclaré candidat à la présidence de Saint-Lô Agglomération.

- Sa candidature intervient alors que François Brière, le maire de la ville centre, doit affronter un second tour difficile, tandis que Gilles Quinquennel, l'actuel président de l'agglomération, a confirmé son retrait.

À noter : aujourd'hui, Laurent Pien (Modem) est le VP. "énergies-environnement-propreté" de l'agglo.

écrit aux élus locaux pour les inviter à se mettre en route... et à payer sans tarder. C'est bien.

- Mais courant juillet, après le second tour des municipales, quand la gouvernance des intercommunalités sera installée, l'organisation d'une **conférence régionale des territoires**, associant l'État, la Région, les 5 Départements et les 72 EPCI, serait une bonne initiative pour former "le pack" et rappeler chacun à ses responsabilités. La Chronique suggère à Pierre-André Durand et à Hervé Morin de la préparer : sans tarder.

- En dehors des contrats, une telle conférence permettrait aussi de rouvrir tous les dossiers en attente afin de les réaliser. Il y en a des centaines dans les armoires des différents acteurs publics, bloqués par la lourdeur des procédures administratives. Ici, les organisations professionnelles et des filières pourraient aider à les réveiller et à les "remettre sur le métier". Hervé Morin invite d'ailleurs les cabinets d'architectes et de maîtrises d'œuvre à travailler pendant la crise, il a raison : "les permis de construire devront être prêts pour ne pas rater la reprise".

Commentaire : un autre défi est à relever, celui de l'allègement des procédures réglementaires pour gagner du temps et attribuer rapidement les marchés.

Présent en Normandie

Le groupe CDC apporte "du carburant à la reprise".

Comme il l'a toujours été dans son histoire, le groupe CDC est un amortisseur de crise dont l'action se déploie en région.

- En Normandie, il est représenté par Céline Senmartin qui pilote, notamment, la Banque des Territoires très présente auprès des collectivités locales.

- "Depuis le 17 mars, notre équipe est en ordre de marche, explique-t-elle, pour sécuriser les financements des projets lancés avant la crise et s'assurer de leur mise en œuvre opérationnelle dès que la situation le permettra". La continuité du service est assurée.

- Le groupe a notamment lancé un plan d'aide de 500 M€ aux professions juridiques (les notaires ou les huissiers sont aussi sévèrement touchés) et aux bailleurs sociaux. En Normandie, la direction régionale met en œuvre les mesures de soutien : report d'échéance des prêts, autorisation de découvert, prêts de trésorerie, etc.

- Ce n'est qu'un début : "de nouveaux dispositifs vont monter en puissance

Et pendant ce temps-là...

• 2 millions de masques commandés.

La Région Normandie et les départements du Calvados, de la Manche et de l'Orne ont décidé de s'associer avec la Région Ile-de-France afin de procéder à une commande de 2 millions de masques chirurgicaux.

- Cette commande bénéficiera en priorité aux soignants de Normandie, pour les hospitaliers comme pour les libéraux, et aux personnels des EHPAD et des services d'aides à domicile. Sauf imprévu, les masques seront livrés dans les premiers jours d'avril dans les établissements en Normandie.

La commande a été passée à l'entreprise Giromédical de Carquefou (44).

• Axe Seine : la chaîne logistique fonctionne.

En octobre dernier, lors de la "Rencontre Axe Seine" organisée en marge de la Transat Jacques Vabre au Havre, Michel Segain, président de l'UMEP France, expliquait que "la sécurité et la fluidité du passage de la marchandise, grâce à des plates-formes digitales performantes, est un chantier stratégique" pour le pays.

Les faits lui donnent raison. Grâce aux solutions digitales cybersécurisées mises au point par SOGET, la chaîne logistique continue de fonctionner sur l'ensemble des ports de l'Axe Seine, même en période de confinement.

Virginie Carolo, naturellement.

Largement réélue à Port-Jérôme-sur-Seine (76), Virginie Carolo est, à l'évidence, la mieux placée pour succéder à Jean-Claude Weiss à la tête de Caux-Seine-Agglomération.

- Dominique Métot, qui espère passer la main à Christophe Doré à la mairie de Bolbec, s'intéresse aussi à l'intercommunalité. Il y a deux mois, il était candidat à la présidence, avant de revenir sur sa décision, mais aujourd'hui, dans l'incertitude du moment, on dit qu'il se repose la question. Ses chances sont minces.
- Sauf imprévu, le conseil communautaire se réunira début juillet. L'élection de Virginie Carolo serait une bonne solution pour ce territoire d'avenir qui, avec l'agglomération Seine-Eure (27) est l'un des atouts de l'Axe-Seine ; "avec Virginie, c'est le changement dans la continuité, dit l'un de ses amis, elle est au contact des industriels qui préparent leurs mutations, elle veut aussi renforcer l'attractivité culturelle et touristique de l'agglomération".

Commentaire : Caux-Seine-Agglomération va investir 100 M€ en 2020 (36 M€ pour le budget principal, 64 M€ pour les annexes), notamment pour remettre à niveau l'usine d'eau industrielle.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, chem. de l'Argillière - 27910 Les Hogues
Abt : 260 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 260 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

pour nos autres clientèles, les collectivités, les entreprises publiques locales, les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS), les autres entreprises..."
Celine Senmartin va en assurer la déclinaison locale.

Mon commentaire : en poste depuis un an, la directrice a rencontré très vite tous ceux qui comptent en Normandie ; aujourd'hui connue et reconnue, son action s'en trouve facilitée.

• Et après ?

Sans attendre, la Banque des territoires prépare le plan de relance de "l'après". En Normandie, tous les outils disponibles pour financer et accélérer les investissements publics seront mis en œuvre.

- Plusieurs domaines sont prioritaires : les opérations de rénovation thermique des bâtiments publics, de construction, d'extension ou de réhabilitation d'écoles, de gymnase, de piscines ou de crèches, de renouvellement de réseaux d'eau potable et d'assainissement, de lutte contre la prévention des inondations ou la submersion marine. Il s'agit principalement de prêts à très long terme (à 25, 30, 40, voire 50 ans !), mais aussi de prêts à taux fixe sur des durées plus courtes.
- Le secteur du logement social joue également un puissant effet d'entraînement sur le secteur du BTP. En la matière, la direction régionale a déjà signé 144,2 M€ de prêts depuis le début de l'année, dont la moitié pendant le mois de mars. À titre de comparaison, ce montant n'était que de 116 M€ à la même époque, l'an dernier. Citation : "demain s'écrit maintenant, ce sont autant de projets de construction, de réhabilitation qui trouvent ainsi du carburant..."

Mon commentaire n°1 : Céline Senmartin s'intéresse beaucoup aux contrats de territoire signés par les EPCI, la Région et, souvent, les Départements. "Ils sont la vitrine des ambitions locales, ils traduisent la convergence des volontés, nous sommes là pour aider les élus à les concrétiser". Pragmatique, elle s'intéresse aussi au dispositif "Territoire d'industrie" même si leurs projets apparaissent plus lointains...

Mon commentaire n°2 : elle insiste aussi sur la dimension "ingénierie" de ses équipes qui aident les élus à structurer plus vite leurs projets au plan technique, juridique ou financier. La Banque des Territoires a déjà démontré son savoir-faire "conseil" à l'occasion du lancement des premières opérations "Action Cœur de Ville" dans les 12 villes normandes éligibles ; c'est le cas à Dieppe notamment.

Et pendant ce temps-là...

• L'éolien offshore au Havre.

L'Autorité Environnementale vient d'émettre un avis sur la construction de l'usine de pâles Siemens-Gamesa au Havre. Pas de problème majeur.

- L'Autorité demande toutefois de préciser quels seraient les effets d'une explosion des silos à sucre, situés à proximité.

La gestion des risques technologiques est un sujet sensible.

• La grosse inquiétude des pêcheurs normands.

Déjà fragilisée par le Brexit, la situation des pêcheurs normands se dégrade rapidement. Pas de pêche, pas de revenu : "il y aura beaucoup de casse".

La pêche maritime génère 8 000 emplois et 186 M€ de chiffre d'affaires dans la région : "comment préserver le tissu des 600 entreprises ?"

• La Caisse d'Épargne met en place le PGE.

Ancrage régional oblige, la Caisse d'Épargne de Normandie réagit vite. Sans tarder, elle met en place le PGE (Prêt Garanti par l'État) pour aider les ETI, PME et TPE, et ce jusqu'au 31 décembre prochain. "Le PGE pourra représenter jusqu'à 3 mois de chiffre d'affaires 2019, rappelle Bruno Goré, nous remplissons notre rôle de soutien à l'économie régionale..."